



Dominique Boillat- Consulting financier, immobilier et fiscal

RETRAITE PORTUGAL FIN DE L'ELDORADO FISCAL ?



Le gouvernement d'António Costa devrait avancer ce budget de l'État pour 2020 avec une **proposition de modification qui met fin à l'exonération fiscale pour les retraités étrangers** .

Mais la mesure ne s'appliquerait qu'aux retraités qui arrivent maintenant au Portugal.

L'exonération devrait être maintenue pour les résidents non habituels déjà enregistrés comme tels auprès de l'administration fiscale et douanière ou dont la demande a déjà été introduite. Les résidents sont également protégés à des fins fiscales qui demandent leur enregistrement « en tant que résident non habituel jusqu'au 31 mars 2020 ou 2021, car ils remplissent les conditions respectives en 2019 et 2020, respectivement ».

Il s'agit du régime des résidents non habituels qui a été créé en 2009 et **permet aux retraités étrangers d'être imposés ni dans leur pays d'origine, ni au Portugal**. Le gouvernement devrait mettre en œuvre deux niveaux d'imposition sur le revenu.

Le gouvernement souhaite retirer les retraités étrangers de la double exonération IRS, en appliquant une taxe de 10%, avec un impôt minimum de 7 500 euros par an.

L'Exécutif prévoit de mettre en place deux niveaux d'imposition en fonction du revenu de pension gagné. Les chiffres sont en cours d'évaluation par l'Etat, qui donnera ensuite des indications au banc socialiste pour présenter une proposition d'amendement afin de corriger les éventuelles divergences du régime vis-à-vis des retraités nationaux.

Pour l'APEMIP, il s'agit de « mauvaises nouvelles » pour le secteur immobilier. " Il est dommageable d'arrêter les investissements dans le cadre *de ces types de programmes, qui ont aidé à réhabiliter les centres-villes, à créer des emplois dans le secteur de la construction et du tourisme et à placer le Portugal sur la route internationale de l'investissement immobilier*"

Pour le représentant des sociétés immobilières, « céder aux **manifestations de mécontentement révélées par les autres pays européens** » sur le programme en question est « absurde », surtout, dit-il, **quand il y a des pays avec des initiatives similaires, avec l'Espagne, l'Irlande ou l'Italie.**

Janvier 2020